

Le Vert et le Rouge face à la crise socio-écologique

dimanche 15 mars 1998, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 1998).

Version origianale de l'article écrit pour la revue « Ecologie et politique ». Elle est plus longue que celle parut dans le n° 22 (printemps 1998). Le coupes opérées pour des raisons de place ont surtout concerné les notes.

Sommaire

- [Les déchirements de la référen](#)
- [Polarisations sociales et \(...\)](#)
- [La référence écologique à \(...\)](#)
- [L'actualité de la référence](#)

Il y a deux ans, *Ecologie politique* a inséré un « et » significatif entre les deux termes de son nom pour « marquer » une « distance » par rapport à diverses « dérives » (politiciennes, techniciennes, idéologiques) et souligner la nécessité de « repenser le projet initial » de la revue, « et non y renoncer », ses fondateurs ayant « sans doute péché par optimisme en choisissant ce titre » qui impliquait « la possibilité d'une fusion à brève échéance avec les mouvements affirmant l'idée écologique dans la sphère politique ». Jean Paul Deléage relevait un paradoxe : il y a un quart de siècle, l'écologie avait pour ambition planétaire de « changer la société dans ses dimensions quotidiennes les plus banales, sociales, technologiques, métaphysiques » ; mais voilà qu'elle s'affaissait alors même que l'on pouvait mesurer « un vrai progrès de la conscience citoyenne » : « bien des arguments antisystémiques (antiproductivistes, antiétatiques, antihiérarchiques) des premiers prophètes de l'écologie se sont retournés au profit du système, laissant exsangues les mouvements politiques qui avaient formé le projet de renverser la société de consommation ». (1)

UN PARADOXE TOUJOURS ACTUEL

Cette contradiction est-elle surmontée avec le spectaculaire rebond institutionnel des Verts lors des élections parlementaires de juin 1997, permis notamment par l'accord national noué avec le PS ? L'espace occupé par Dominique Voynet dans la nouvelle majorité « plurielle » et quelques mesures gouvernementales (abandon du projet de grand canal Rhin-Rhône, arrêt de Superphénix, protection de la zone humide du Carnet) signifient-ils que l'écologie politique s'est dorénavant imposée comme un courant constitué ? Six mois après les élections, il est trop tôt pour esquisser un bilan de l'expérience gouvernementale des Verts, et tel n'est donc pas l'objet de cet article. Mais, en tout état de cause, le paradoxe relevé voilà deux ans me semble rester actuel.

* D'une part, la dynamique de l'accord électoral Verts-PS comme maintes réactions récentes de « l'opinion » (par exemple sur la restriction des transports automobiles urbains lors des pics de pollution) confirment les progrès de la « conscience citoyenne ». L'écologie ne se laisse d'ailleurs pas oublier de Tchernobyl à La Hague ; de la « vache folle » à la conférence de Kyoto ; des eaux imbuables de Bretagne à l'air irrespirable de Paris ; du maïs transgénique au clonage. La

perception de la crise écologique se modifie tant il est clair que les populations du tiers monde et les générations futures ne sont pas seules concernées : son impact se fait en effet sentir en France même sur la santé publique (maladies et décès dus aux pollutions...) ou de l'exclusion (accroissement des inégalités provoquées par la hausse du prix de l'eau...). La crise écologique s'incarne aujourd'hui sous forme sociale jusque dans les pays du Nord.

* D'autre part pourtant, du côté des mouvements militants, la rencontre entre pensées sociale et écologique ne progresse que très inégalement. Or, cette rencontre est bien au cœur de la « fusion » entre écologie et politique, et ce pour une évidente raison fondamentale : à l'origine de la crise écologique actuelle, il n'y a pas un phénomène naturel (comme la chute sur terre d'un immense météorite...) mais la production humaine : pour s'attaquer à ses causes, il faut modifier le fonctionnement de nos sociétés. Ce constat va, aujourd'hui, de soi (ou presque, puisque certains continuent à nier l'existence d'une crise écologique à dynamique globale). Néanmoins, dès qu'il s'agit d'en tirer les conséquences, le message se brouille au point, souvent, de devenir illisible. En matière théorique comme politique, loin de s'homogénéiser parallèlement à la perception croissante des enjeux, la « référence écologique » continue de se désarticuler.

Les déchirements de la référence écologique

Il semble bien difficile (en tout cas au-delà de mes capacités) de dresser un tableau des évolutions contrastées de la mouvance écologique. Mais il est facile de percevoir l'ampleur du problème qui nous est posé en renvoyant à quelques publications et mouvements de référence, tels que la revue britannique *The Ecologist*, la livraison annuelle du World Watch Institute des Etats-Unis (*L'état de la planète*) ou l'écologie sociale du Brésil.

VERS QUELLES PROFONDEURS ?

The Ecologist a publié l'été dernier un article de J. Stan Rowe (professeur émérite en écologie à l'Université de Saskatchewan) qui, à sa façon, entre dans le vif du sujet (2). Cet article a pour ambition d'indiquer comment l'écologie, en particulier l'écologie profonde ou *Deep Ecology*, peut acquérir un point de vue plus « global », holistique. L'auteur centre son argumentation autour de deux considérants, l'un « scientifique », l'autre « éthique ». La définition du « vivant » ne doit plus être réservée à l'organique mais être étendue à l'écosystème planétaire entier puisque, dans sa dynamique, il est porteur de toute vie. En conséquence, le respect dû au vivant doit s'attacher à la préservation de l'écosystème en tant que tel, et non seulement à celle de chaque espèce végétale ou animale prise individuellement.

En soi, sans être vraiment nouveau, ce débat n'est pas sans intérêt ni importance. Mais les conclusions et les silences de J. Stan Rowe n'en laissent pas moins rêveur. Il évalue à moins d'un milliard le chiffre « raisonnable » de population humaine compatible avec le respect de la diversité des écosystèmes. Il précise (c'est le dernier paragraphe du texte) que cette argumentation constitue « *un appel en faveur d'une attitude plus responsable envers la reproduction humaine à l'échelle mondiale* » et qu'il « *ne devrait pas être compris comme une invitation à des mesures inhumaines visant à immédiatement réduire les populations* ». Mais il ne dit rien de ces moyens « humains » qui permettraient de ramener la population mondiale à moins d'un milliard... Plus généralement, tout en soulignant le rôle de l'Homo sapiens dans l'évolution des écosystèmes et tout en prétendant aborder la question écologique dans sa plus grande globalité, J. Stan Rowe n'introduit aucun élément d'analyse sur la façon de modifier la dynamique des sociétés humaines.

En quoi cet article est-il significatif ? En ce qu'il est publié par la rédaction de *The Ecologist* (3) pour qui il est le premier d'une série d'essais visant à clarifier au fond les principes fondamentaux d'une

écologie holistique. Ensuite, parce que *The Ecologist* est une revue engagée dans le combat politique qui traite abondamment des sociétés contemporaines. Elle soumet, notamment, à une utile et constante critique le pouvoir des transnationales et le modèle dominant de développement. Quel lien tracer entre une pensée théorique (incarnée ici par Rowe) qui écarte la fabrique sociale de son champ d'investigation et une pensée politique qui s'attaque à l'ordre social existant ? Quelle est cette écologie profonde dont se réclame Teddy Goldsmith et la rédaction de *The Ecologist* ?

ATTIRES PAR QUELS SOMMETS ?

Si l'on s'inquiète des profondeurs où plonge l'écologie profonde, on est aussi en droit de se demander à quelles hauteurs aspire l'écologie institutionnalisée.

Les publications du Worldwatch Institute contribuent depuis quinze ans à faire le point de la crise écologique. Aujourd'hui encore, chaque livraison annuelle de *l'Etat de la planète* offre sont lot d'utiles synthèses de sujets spécifiques (dégradation des terres, développement de maladies, rôle des écosystèmes, etc.). Sur des questions comme le rôle possible du marché, une certaine diversité d'approche se manifeste entre les contributeurs. Mais la ligne éditoriale de l'ouvrage (incarnée par Lester R. Brown mais aussi Christopher Flavin et Hilary French) devient, au fil des ans, de plus en plus descriptive et superficielle, de moins en moins analytique et explicative. C'est particulièrement notable dans des domaines comme le danger de crise alimentaire, l'un des sujets de préoccupation majeur du WWI. L'écologie politique a enrichi la critique de l'agro-industrie, de sa logique productiviste, prédatrice et dominatrice. Pourtant, cette dimension s'efface au point que la croissance démographique devient souvent (quasiment) le seul facteur social invoqué, avec le recours à des techniques culturelles inappropriées, pour comprendre l'ampleur de la menace. Le contraste devient alors frappant entre l'urgence du cri d'alarme et la modération de l'analyse comme des solutions suggérées.

La critique de la logique libérale et du mode de production dominant étant fort relativisée, le regard du Worldwatch Institute est tourné vers les « décideurs », politiques ou industriels - ceci devant d'ailleurs expliquer cela. Les « Avant propos » des éditions 1996 et 1997 de *l'Etat de la planète* l'illustrent crûment, énumérant firmes, banques et fondations industrielles amies ; se félicitant de la distribution de cette publication « *aux grands décideurs* » : aux Etats-Unis, elle est envoyée « *à chacun des dirigeants des 500 plus grandes entreprises recensées par Fortune, aux membres du Congrès et aux gouverneurs des Etats* ». D'Europe, elle parvient « *à chacun des 900 responsables de sociétés qui se réunissent à Davos en janvier de chaque années pour le World Economic Forum* ». Des agences scandinaves (et une entreprise privée japonaise) offrent des abonnements gracieux « *aux hauts fonctionnaires* » et à « *diverses personnalités des pays en voie de développement* » (4). Il n'est, en revanche, point fait mention de la diffusion gratuite de la revue auprès de formations militantes de base, pourtant moins fortunées que les hauts fonctionnaires... L'aspiration élitiste prend ici un tour quasiment pathétique.

EN QUEL ENRACINEMENT ?

Très significativement, ce que l'on appelle souvent l'écologie populaire n'est pas tant incarnée par des revues ou par des chercheurs que par des mouvements de luttes dans des pays comme le Brésil. En effet, pour le brésilien José Augusto Padua, l'« *écologisme populaire* » englobe directement des mouvements sociaux, « *l'explosion des problèmes environnementaux* » ayant poussé des « *associations communautaires et syndicales, à la campagne comme à la ville, à participer directement à des luttes écologistes* ». « *L'idée de l'« écologisme populaire » est fondamentale. Mais il est nécessaire d'adopter une certaine rigueur théorique pour éviter les généralisations faciles. L'ensemble du mouvement populaire n'est pas écologiste, même si la lutte porte sur l'utilisation des ressources naturelles. Par exemple, le mouvement pour la terre n'est pas nécessairement écologiste. Pour être écologiste, le mouvement populaire doit être porteur d'une sensibilité le rendant attentif à la non-destruction du milieu naturel. Il peut s'agir d'une sensibilité traditionnelle agressée par*

l'introduction des relations sociales de marché. Ou bien d'une position qui se construit ou s'affine au cours d'une lutte sociale déterminée. L'écologisme populaire est particulièrement riche lorsqu'il ne reste pas défensif, mais formule des propositions de changement social combinant l'amélioration des conditions de vie des milieux populaires et les impératifs d'un « développement durable ». » (5)

L'écologie populaire représente bien un troisième pôle, différent tant de l'écologie profonde (il intègre la dimension socio-humaine à tous les niveaux de la réflexion et de l'intervention) que de l'élitisme de l'écologie institutionnalisée (il lie directement la défense des milieux naturels à celle des couches défavorisées de la population et conçoit explicitement son action en termes de mobilisations et de rapports de forces sociaux).

Il ne s'agit pas, ici, de prétendre que chaque pôle de l'écologie politique est homogène ou qu'entre eux les frontières sont bien délimitées, mais de tirer un premier constat : six ans après Rio, la référence écologique reste profondément divisée.

Polarisations sociales et mondialisation libérale

Cette hétérogénéité de la référence écologique s'explique évidemment de bien des façons. Par l'éventail si ouvert de ses sources initiales d'abord (allant d'universitaires formés aux sciences naturelles à des courants militants de tradition « tiers-mondiste »). Par la diversité de ses parcours nationaux ou régionaux ensuite, si différents suivant les pays et continents. Par l'extrême variété de ses champs d'application, encore. Mais, à partir du moment où l'on traite d'écologie politique, on ne saurait sous-estimer les polarités socio-économiques.

LES POLARISATIONS SOCIALES.

Contrairement à certaines idées reçues, l'écologie n'opère pas à la marge des usuels conflits de pouvoirs, comme en une sphère séparée : il n'y a pas d'un côté la société prise en bloc et de l'autre ses rapports à la nature. Il faut, on l'a noté, modifier radicalement le fonctionnement de nos sociétés et donc toucher à la logique intime du système dominant : la régulation par le marché-roi et la recherche du profit privé impliquent la « production pour la production », cette spirale productiviste qu'il faut briser (6). On se trouve quotidiennement confronté à des géants capitalistes dans l'agro-industrie, le bois, la chimie et la biochimie, l'énergie, l'automobile, le BTP, la gestion de l'eau, le tourisme... Quelles mesures écologiques seront prises ou rejetées ? Comment seront-elles mises en œuvre ? Qui en paiera le coût (Sud ou Nord, pauvres ou riches) ? A quelle logique d'ensemble (égalitaire ou inégalitaire) seront-elles intégrées ? Immersée dans les sociétés réelles, la référence écologique, soumise à de puissantes pressions socio-économiques, se déchire inmanquablement.

Rappelons le précédent de la référence marxiste. Par delà la multiplicité des courants se réclamant du marxisme, et malgré la complexité de leur typologie, on repère des polarisations sociales « structurantes » entre un marxisme social-démocrate exprimant l'intégration des sommets du mouvement ouvrier à l'élite de la société et aux institutions de l'Etat bourgeois, un marxisme stalinien exprimant la vision du monde et les intérêts d'une nouvelle bureaucratie étatique émergeant au sein d'une société de transition, et un marxisme révolutionnaire continuant à exprimer le point de vue et les intérêts de « celles et ceux d'en bas ». (7)

Entre les déchirements de la référence marxiste et ceux de la référence écologique, il y a d'évidentes analogies, mais aussi de notables différences. Une analogie concerne bien entendu la nature sociale de la bipolarisation marxisme social-démocrate/marxisme révolutionnaire et écologie élitiste/écologie populaire : la déchirure n'est ni accidentelle ni aisément surmontable, car elle est remplie d'un contenu de classe. Il existe d'ailleurs des auteurs et courants qui marient directement référence écologique et identité social-démocrate (comme, en France, Claude Allègre), alors que

d'autres cherchent à fondre dans une même perspective révolutionnaire l'apport des pensées écologiques et socialistes (c'est notamment le cas de votre serviteur, vous l'aurez compris).

Il est difficile, en revanche, de tracer une analogie entre l'émergence de la référence marxiste stalinienne et de l'écologie profonde. Si ce n'est, peut-être, concernant la difficulté à appréhender au fond le phénomène dans sa nouveauté : il y a 70 ans, il était bien difficile de comprendre que la montée du stalinisme exprimait une très réelle contre-révolution, mais qui n'était pas bourgeoise. Comment aujourd'hui percevoir l'écologie profonde et ses potentiels quand le lien qu'elle noue entre théorie et politique reste si évanescent ? Quand son idéologie mêle des traits progressistes (défense du droit des communautés populaires) et peut-être réactionnaires (défense de valeurs familiales traditionnelles) ? Quand, sur une question nodale comme l'humanisme, elle s'avère si hétérogène ? (8)

Mais qu'est-ce qui constitue la spécificité du déchirement de la référence écologique, si ce n'est sa vulnérabilité aux pressions sociales ? Et ce, pour un ensemble de raisons liées aux conditions d'émergence de l'écologie politique. La théorie marxiste est née socialement positionnée, ce qui n'a pas suffi à la préserver durablement de l'éclatement entre intégration bureaucratique-élitaire social-démocrate, dévoiement bureaucratique-étatiste stalinien et défense de son potentiel contestataire. Seule une minorité des courants de l'écologie politique sont nés ainsi socialement enracinés. Dans leur majorité, ils se sont affirmés à l'heure de la « crise des idéologies » et de la référence marxiste, puis du triomphe idéologique momentanée du libéralisme. Elle opère dans une situation internationale aujourd'hui « cadrée » par la mondialisation libérale.

A L'HEURE DE LA MONDIALISATION.

Certes, le processus de mondialisation libéral reste inachevé et s'avérera probablement inachevable. Mais il a amorcé une modification profonde des modes de domination en vigueur dans de nombreuses régions du globe (de l'Europe à la Corée du Sud, de l'Amérique latine à l'Afrique noire). En particulier, il réduit, limite ou contraint le rôle de régulateur social que l'Etat a joué sous diverses formes, sans pour autant faire surgir d'autres institutions à même de le remplacer sur ce terrain pourtant crucial et d'obtenir une légitimité démocratique. On touche ici à l'un des talons d'Achille du nouvel ordre marchand. Les rapports de puissances se dénudent. Ne pouvant intégrer la contestation sociale, le nouvel ordre doit l'étouffer dans l'œuf par un matraquage idéologique nourrissant le fatalisme (*no future*) et en accordant une importance particulière à la vieille politique du « diviser pour régner ».

La réussite du projet ultralibéral exige la démoralisation durable de « celles et ceux d'en bas », la fragmentation de leurs résistances. La définition d'une alternative dynamique se forge au contraire dans la rencontre de ces résistances, dans la combinaison des exigences formulées aux fils de leurs combats. N'est-ce pas alors sur le terrain des solidarités que la bataille ouverte face à la mondialisation libérale va dans une large mesure être gagnée ou perdue ? A l'instar du lien entre chômeurs, précaires et salariés, ou de celui entre immigrés et nationaux, le lien entre l'écologie et le social se retrouve ainsi dans l'œil du cyclone : ceux d'en haut doivent le briser, ceux d'en bas doivent le tisser.

Pas étonnant que l'écologie politique se retrouve sous tension ! Confrontés à la mondialisation libérale, les choix se font plus tranchants et les polarisations socio-idéologiques risquent de s'accroître encore. En effet :

- Pour compenser l'affaiblissement, sous les contraintes financières et marchandes, du pouvoir socialement régulateur des Etats, les institutions de la mondialisation libérale financent une politique agressive de cooptation de syndicats, ONG et associations, ou de leur dirigeants. Personnalités et mouvements écologiques font partie de leurs cibles, ce qui offre bien des

perspectives alléchantes aux tenants de l'écologie élitaire. (9)

- Les politiques libérales frappant partout et dans tous les secteurs à la fois, au nom d'un groupe d'institution et d'une logique uniques, elle favorisent, en réaction, la convergences de résistances perçues, hier, comme largement indépendantes les unes des autres. Il est ainsi plus facile aujourd'hui de mettre en valeur des solidarités nouvelles, dont les communautés de combat entre le terrain écologique et le terrain social, ce qui ouvre jusque dans le Nord un espace nouveau aux tenants de l'écologie populaire . (10)

- Mais la mondialisation libérale désarticule de même les territoires au sein desquels se pensaient traditionnellement le politique, la citoyenneté, l'action collective. Ainsi, elle favorise les replis identitaires, les communautarismes, ethnicismes et nationalismes antisolidaires, le réveil du religieux sous de nombreux masques (11). Certains au moins des tenants de l'écologie profonde n'expriment-ils pas cette tendance régressive ?

Il ne s'agit pas ici de définir des proximités politiques. En termes d'alliances, par exemple, des militants de l'écologie populaire peuvent parfois s'entendre plus facilement avec des tenants d'une écologie social-démocrate sur la prise en compte de certaines revendications sociales, mais en revanche plus facilement avec des tenants d'une écologie profonde sur la défense intransigeante d'écosystèmes menacés ou sur la constitution d'un front actif de résistance aux politiques libérales déployées par l'OMC, la BM et le FMI. (12) La question politique reste largement ouverte. Mais par ses enjeux, la mondialisation libérales risque d'aiguiser les contradictions de la référence écologique plutôt que de contribuer à les surmonter.

La référence écologique à l'épreuve

Bien des courants ou partis se réclamant de l'écologie politique ont usé et abusé d'une indéfinition théorique et stratégique érigée en vertu. Il faut reconnaître que les années quatre-vingts n'étaient pas favorables à la menée de débats fondamentaux sur le dépassement du capitalisme, la pression ambiante chantant le « réalisme » et décrétant la fin des utopies. L'ambiguïté aidait aussi à ratisser électoralement large, ou à se camper avec un pied dans les institutions gouvernantes et un autre dans les mouvements sociaux. Mais une véritable tradition d'autocensure et d'esquive théorico-politique s'est ainsi constituée que nous payons aujourd'hui au prix fort.

AUTOCENSURES.BR>Le World Watch Institute fait tout pour formuler ses propositions dans des termes acceptables par l'idéologie libérale dominante. Certes, nombre de ses collaborateurs définissent des mesures (taxations, réglementations...) qui impliquent une intervention renforcée et durable, de l'Etat ; ils admettent que le marché ne saurait seul réguler l'économie en fonction des besoins sociaux et exigences écologiques. (13) Mais le WWI ne rompt pas ce tabou qui interdit à tant d'écologistes de prononcer le mot de planification. N'est-ce pourtant pas planifier qu'orienter l'activité économique en fonction d'objectifs à moyen et long terme, en fonction de besoins peu ou non solvables ? La réflexion s'arrête à l'endroit même où la question commence à être posée.

Ignacy Sachs, pour sa part, n'a pas peur du mot planifier. C'est même l'une des principales qualités de son petit livre récemment réédité, *L'écodéveloppement*. (14) Pour lui, en effet, après Rio, « la formulation des stratégies de transition devrait constituer la pièce maîtresse de la mise en œuvre de l'Agenda 21 », ce long catalogue de recommandations rédigé à l'occasion du Sommet de la Terre. Un point de départ qui permet à Sachs de critiquer... vertement... « l'état déplorable de l'économie conventionnelle » et la « contre-révolution idéologique » libérale pour revaloriser la notion de planification : « le principal courant des sciences économiques » a adopté « une attitude anhistorique et réductionniste, soutenant que le calcul économique procure le meilleur instrument

scientifique pour des prises de décisions rationnelles, comme si des buts sociaux complexes pouvaient être fixés à partir de l'optimisation des coûts à court terme et de la maximalisation du profit. L'effondrement du dogmatisme marxiste sert de prétexte pour répandre une théologie néolibérale tout aussi dogmatique. La planification, assimilée au modèle déchu de l'économie dirigiste centralisée alors qu'elle n'en est qu'un élément, est tournée en dérision au moment où nous en avons besoin pour concevoir et pour promouvoir des stratégies à long terme d'un développement durable ».

Dans la postface rédigée en octobre 1997, l'auteur corrige son excès d'optimisme initial. Il prend acte de la lenteur des progrès post-Rio et dénonce le triomphe d'un libéralisme outrancier : *« la simultanéité fâcheuse du débat sur le développement viable avec la montée du néolibéralisme » est « une sorte de contresens de l'histoire »* car *« le développement viable demande une régulation accrue des marchés et la subordination des objectifs économiques à l'impératif social, alors que la doctrine néolibérale, telle que nous la voyons en action, prône la déréglementation tous azimuts, l'affaiblissement - voire le démantèlement - des Etats et la primauté de l'économie centrée sur le profit »*.

Ignacy Sachs pousse donc l'argument beaucoup plus loin que bien des tenants de l'écodéveloppement, réintroduisant les notions capitales de stratégies de transition et de planification pour passer d'un mode global développement non durable à un autre « durable ». Mais comment qualifier ces deux états ? Il reste dans cet ouvrage, qui se veut de fond, des non-dit bien significatifs. Je ne me rappelle pas y avoir lu le mot « capitalisme » ! Le mode de consommation est souvent, à raison, critiqué. Mais, s'il dénonce l'ultralibéralisme, l'auteur n'aborde jamais frontalement la question du mode de production dominant et de son lien à la surconsommation. En conséquence, la référence aux « modèles d'économie mixte » perd sa substance. (15) Ce point aveugle lui permet, en se référant aux mouvements de « citoyens », d'estomper les notions de conflits, de polarités et luttes sociales. La langue reste ici typique de l'idéologie moyenne des ONG, celle de la « raison », de la médiation entre les « acteurs du développement » que sont l'Etat, les entreprises et les citoyens localement organisés, avec pour horizon l'ONU.

On peut soulever des questions similaires sur l'introduction rédigée par Jacques Grivard et Ivo Rens à la réédition d'un recueil d'écrits pionniers de Georgescu-Roegen. (16) Il y a plus d'une façon d'aborder la question des « limites de la planète ». Celle de Georgescu-Roegen est ici théorique : il traîne de l'entropie. (17) Pour les préfaciers, *« en mettant en évidence les rapports intimes entre la Loi de l'Entropie et le processus bioéconomique, Georgescu-Roegen dévoile une vérité proprement écologique (...) : le développement économique ne saurait impunément se poursuivre sans une profonde restructuration et une réorientation radicalement différente »*. Face aux orthodoxies libérales et marxistes, les auteurs soulignent la portée théorique de la critique écologique. Mais, si le problème de départ est clairement présenté, la définition de l'alternative reste incomplète. Qu'en sera-t-il des nouveaux rapports sociaux ? Ni capitalisme ni socialisme, mais quoi ?

Dans une adresse *« à un ami de gauche qui hésite encore à voter écologiste »*, Alain Lipietz prétend pour sa part introduire un « nouveau paradigme », remplaçant le marxisme. (18) L'ambition est grande. L'auteur chante le *« privilège du paradigme vert en tant qu'il englobe les aspirations émancipatrices du mouvement ouvrier et les élargit à l'ensemble des relations entre humains et entre eux et la nature »*. *« Proposant un nouveau paradigme pour la vie en société, les Verts aspirent à un rôle futur de direction culturelle. C'est la nouvelle étape qu'il leur faut franchir »*. Pour Lipietz, le vert remplace le rouge. Pourtant, il décrit de façon assez convaincante en quoi, à certaines conditions, une fusion des problématiques marxistes et écologistes serait possible puisque l'on retrouve chez toutes deux matérialisme critique, approche dialectique et historique, positionnement progressiste. L'auteur postule beaucoup plus qu'il ne démontre que cette convergence est impossible, que l'écologie politique est le dépassement du socialisme, les traditions émancipatrices

étant incorporées à une « *refondation du principe d'espérance* ».

Alain Lipietz s'attaque frontalement aux questions d'orientations générales, de stratégies, ce qui est suffisamment rare dans les milieux « verts » pour être apprécié. Mais, ici encore, les « points aveugles » de l'argumentaire sont évidents ; et d'autant plus révélateurs qu'ils sont conscients. En effet, Lipietz sait que tous les marxismes ne se ressemblent pas et que certains ont développé leur propre critique des notions dominantes de progrès, de développement, de productivisme. Il connaît aussi l'importance nodale du concept de mode de production et en particulier de la notion systémique de capitalisme. Il n'en esquivé pas moins ces questions, par le silence ou la pirouette. Il se défend de l'accusation de postmodernisme, mais alors, comment la contradiction qui lui est chère, « *entre chacun et tous* », s'articule-t-elle avec les polarisations sociales ? Le pouvoir d'Etat est-il vraiment aussi peu décisif qu'il le laisse entendre ? La notion de crise si indifférente à la stratégie politique ? L'écologie exprime, affirme-t-il, une logique économique « *postsocialiste* » ; mais est-elle radicalement postcapitaliste, ou simplement antilibérale ?

« *Quand on leur pose la question « Etes-vous réformistes ou révolutionnaires ? », les verts, même les plus « fondamentalistes », ne savent pas trop quoi répondre (...). Ils rêvent sans doute à une multitude de microruptures, à une révolution moléculaire à jamais inachevée.* » Chacun doit rêver, mais la formule sent l'enfant de chœur : les classes dominantes font quotidiennement preuve d'une violence sociale extrême ; se laisseront-elles déposséder de leurs richesses et de leurs pouvoirs par une infinité de microruptures ? Entendons-nous bien. Dans le champs politique présent, le clivage pertinent n'est effectivement pas entre réformistes et révolutionnaires. Ils se situe, par exemple, entre qui s'est reconnu dans le mouvement de novembre-décembre 1995 et qui l'a condamné (y compris l'équipe Notat, les intellectuels d'Esprit et nombre d'ONG). Doivent ainsi pouvoir se retrouver toutes celles et tous ceux qui veulent œuvrer à la constitution d'un front multisectoriel de résistance aux politiques libérales, et contribuer ce faisant à la définition en positif d'un corps d'alternatives de société. Quant aux hypothèses stratégiques, elles doivent bien sûr être repensées et le débat n'avancera pas sans intégrer de nouvelles expérimentations sociales. Mais il n'est pas sérieux de balayer, comme le fait Lipietz, le très riche et fort complexe apport des « rouges » en ce domaine, en l'identifiant à la formule caricaturale du Grand Soir.

L'OMBRE DE LA RADICALITE.

Que reflète cette succession d'autocensures, de silences, d'esquives ? Non pas seulement la confusion idéologique ambiante, mais aussi un mouvement de recul devant la radicalité de la critique écologiste elle-même. Le diagnostic porté est sans ambiguïté : les conditions générales d'existence de notre espèce sont fragilisées par une crise écologique à dynamique globale. L'origine du mal est localisée : la production humaine. La nature du remède est connue : une modification du fonctionnement de nos sociétés assurant la rupture avec le productivisme. Les implications sont claires : la critique écologiste s'attaque à la logique intime du mode de production capitaliste d'une part ; elle exige d'autre part une compréhension des mécanismes internes de nos sociétés, et non seulement des rapports qu'elles entretiennent avec la biosphère. Le tout pour répondre à une question vieille comme le marxisme - Comment se transforme une société ? Une question qui pousse les tenants d'une écologie progressiste anti (ou non) marxiste dans leurs retranchements : sont-ils anticapitalistes ? et s'ils n'empruntent pas au marxisme son intelligence de la question sociale, par quoi la remplacent-ils ? (19)

L'écologie est un champ de connaissances et d'actions qui peut fonder une problématique politiquement très riche ; cependant, elle ne constitue pas en soi une théorie cohérente, totalisante, on l'a vu. (20) A quelles autres sources l'écologie populaire peut-elle s'alimenter ?

On aime à dire, chez les Verts, que le socialisme représente la pensée critique du XIX^e siècle, et l'écologie politique celle du XXI^e siècle. Mais l'actualité du marxisme ne tient-elle pas à celle du

capitalisme ? A l'heure de la mondialisation libérale, il est bien difficile d'ignorer que ce mode de production reste toujours dominant et dominateur !

La référence marxiste à l'épreuve

Débarrassés des procès d'intention, le débat fait aisément apparaître de larges plages communes entre problématiques écologistes et sociales, comme entre Verts et gauche radicale. (21) Pourquoi, alors, la référence « éco-socialiste » n'est-elle pas plus affirmée qu'aujourd'hui ? La faute n'en incombe pas qu'aux Verts. Du fait de sa radicalité encore, la critique écologique pousse aussi toutes les composantes de la gauche dans leurs retranchements. Côté révolutionnaires, son intégration effective ne va pas sans poser quelques problèmes de fond. Côté réformistes ou gestionnaires, elle se voit dévitaliser de son potentiel contestataire (à l'instar, d'ailleurs, du sort réservé à la critique sociale).

De plus, aujourd'hui encore, l'identité progressiste prétend parfois s'affirmer en rupture avec les écologistes, comme pour Hervé Le Bras dans *Les limites de la planète*. (22) Le Bras développe ici en démographe une critique incisive et bienvenue du déterminisme ou du réductionnisme démographique selon lequel la surpopulation serait la cause principale des maux de notre fin de siècle. (23) Il montre notamment que l'on ne saurait étudier les rapports populations/nature en dehors de cette médiation clef que sont les systèmes sociaux. Mais il consacre aussi son livre à une violente dénonciation de la notion de crise écologique globale qui ne serait qu'un « mythe » créé par une désastreuse « écologie mondialiste » : il n'existerait que des crises locales ou régionales, sans dynamique d'ensemble. Pour opposer la raison progressiste aux écologistes, en général, il ne recule pas devant les mauvaises polémiques, comme quand il recourt à une citation du commandant Cousteau - « tous les écologistes aujourd'hui sont convaincus que la surpopulation est à l'origine de tous les problèmes » - alors qu'il sait bien que les principaux représentants de l'écologie politique française s'opposent à cette thèse.

Ainsi, Hervé Le Bras perçoit mieux l'importance nodale des systèmes sociaux que bien des théoriciens de l'écologie, mais il appréhende moins radicalement que certains d'entre eux l'impact sur la biosphère de la production capitaliste mondialisée. Comme le suggère le sous-titre de son ouvrage, il aborde la question des limites comme un objet polémique, restant sur ce point prisonnier de conceptions traditionnelles. Il se refuse à tirer les implications radicales de phénomènes dont il connaît l'existence : les développements du capitalisme depuis les années soixante et le renforcement qualitatif du marché mondial. (24)

DE NOMBREUX OBSTACLES.

L'ouvrage d'Hervé Le Bras a reçu un accueil très favorable, et mérité, dans les milieux de la gauche radicale pour son combat contre le réductionnisme démographique. Mais ces mêmes milieux sont restés largement indifférents à son second front polémique, la charge anti-écologiste, montrant que leur perception politique n'avait pas encore radicalement évolué, avec une sensibilité beaucoup plus grande aux questions sociales qu'écologiques. D'où vient cette difficulté à faire sienne la question écologique, alors qu'elle n'est vraiment plus nouvelle et que ses implications sociales sont devenues si évidentes ? La gauche gestionnaire a de bonnes raisons d'esquiver ce problème. (25) Mais pourquoi l'extrême gauche a-t-elle tant tardé à intégrer un champs des questionnements qui, par sa radicalité, contribue à légitimiser sa propre critique du capitalisme ? Il y a, bien entendu, à cela des explications multiples :

* **Culturels.** En politique notamment, la raison se meut lentement si elle n'est pas stimulée par l'émotion. Or, autant la culture française de gauche valorise l'humain, autant son rapport à la nature reste pauvre, fait d'ignorance et d'indifférence, souvent caricaturellement instrumental. (26) De plus, la prise en compte de la question écologique, comme de la question féministe, exige une

modification des comportements, tant collectifs qu'individuels. Elle ajoute une dimension fondamentale à la critique de la vie quotidienne, des modèles de consommation et des valeurs imposés en tous domaines par la logique marchande et les structures de pouvoirs. Comme pour le féminisme, ces modifications se heurtent à de sourdes résistances. La prise en compte « rationnelle » des rapports sociétés humaines/biosphère ne s'achèvera pas sans une véritable révolution culturelle. (27)

* **Idéologiques.** L'idéologie dominante s'avère d'autant plus prégnante que la tradition critique est, ici, beaucoup moins enracinée que dans le domaine social. On pénètre vraiment un domaine où triomphe une pensée unique capitaliste, directement transmise via les grandes écoles et relayée par les médias, ainsi qu'en France par la techno-bureaucratie des grands corps d'Etat. Une pensée unique confortée dans un secteur aussi important que celui de l'énergie par l'influence acquise au sein du PCF et de la CGT, pour des raisons historiques qui remontent à la Libération, par les ingénieurs EDF. Les fausses évidences foisonnent ainsi, sur la modernité, les technologies et le progrès. Bien des idées reçues doivent encore être écartées pour assimiler les données écologiques. Cette rupture idéologique systématique avec le prêt-à-penser productiviste est loin d'être aisée ou achevée.

* **Théoriques.** Un retard considérable a été accumulé concernant l'analyse historique des rapports entre les sociétés humaines et la nature. Les domaines de connaissance en cause sont multiples, les inconnues scientifiques restent nombreuses et la recherche souffre tout autant des cloisonnements interdisciplinaires que de la pression des intérêts établis, de la dépendance des chercheurs vis-à-vis de leurs employeurs. Voilà qui ne facilite pas la tâche des militants politiques désireux d'intégrer la dimension écologique au combat pour la transformation sociale.

* **Organisationnels.** Il ne suffit malheureusement pas à une organisation de crier « Vive l'écologie » et de dénoncer les méfaits environnementaux du capitalisme pour être quitte de ses devoirs verts. Il lui faut accumuler des savoirs et des savoir-faire en de nombreux terrains d'intervention ; collectiviser une expérience au départ fragmentée ; contribuer en son sein à la rencontre entre l'écologiste et le syndicaliste pour pouvoir aussi y contribuer dans le mouvement social... Au fond, l'assimilation de la question écologique par une organisation d'extrême gauche classique est un élément d'une véritable mutation qui ne peut réussir en vase clos tant elle se heurte aux routines intellectuelles et aux pesanteurs structurelles (le parallèle peut être ici encore tracé avec la question féministe).

Il ne s'agit ici ni de présenter une liste exhaustive des obstacles dressés devant la gauche radicale sur la voie de l'écologie ni d'absoudre cette dernière pour ses inconséquences (28), seulement de rappeler que dans cette évolution, il y a d'autres facteurs à l'œuvre que l'incurie réelle ou supposée du marxisme. Mais le marxisme peut-il intégrer la dimension écologique ? Tout important qu'il soit pour répondre à cette question, le retour à Marx est insuffisant. Il permet de mesurer la richesse de sa pensée critique et à quel point sa compréhension du capitalisme s'avère indispensable à l'écologie politique, mais aussi combien son œuvre, malgré sa cohérence, reste inachevée, ouverte, traversée de tensions et contradictions. (29) Disons que le problème n'est plus tant celui de Marx que des marxistes d'aujourd'hui : que sont-ils capables de faire du marxisme, à l'heure de la crise écologique ? (30)

UNE PROBLEMATIQUE ANTIMECANISTE ET ANTIREDUCTIONNISTE.

Reformulons la question ainsi : Quel marxisme peut intégrer l'écologie ? Et à quelles conditions ? Nous en avons déjà évoqué une : en accepter la radicalité critique, si étrangère à la gauche gestionnaire. D'autres condamnent toutes les conceptions mécanistes, réductionnistes ou économistes du marxisme, fussent-elles de facture « révolutionnaire ». En fait, l'assimilation de la problématique écologiste exige, même pour les courants marxistes de tradition antimécanistes, un

travail de mise à jour et de réévaluation qui, bien qu'engagé, ne saurait être achevé rapidement tant il a d'implications et rejoint d'autres questionnements contemporains. (31) Sans, encore un fois, chercher à être exhaustif, indiquons un certain nombre de pistes ainsi ouvertes :

* **Quel humanisme ?** Il est enfin temps de tordre le cou à des conceptions réductrices qui, telle celles de Luc Ferry, (32) opposent fort peu dialectiquement l'humain à la nature et auxquelles la gauche française n'est pas restée indifférente. L'actuelle crise écologique d'origine humaine ne vient pas seulement nous rappeler qu'il existe bien un double rapport d'extériorité et d'appartenance de l'espèce humaine à la biosphère, mais encore que la relation d'extériorité (d'indépendance) opère au sein de la relation d'appartenance (de dépendance). Quand nos propres sociétés risquent de détruire l'environnement dont dépend la survie de notre espèce, ce qui était hier une option positive - défendre un humanisme respectueux de la vie plutôt qu'indifférent au vivant - devient un impératif politique : pour assurer la pérennité des écosystèmes dont la combinaison nous a été favorable, il faut notamment protéger leurs populations animales et végétales...

* **Quelle démocratie ?** La crise écologique peut susciter des politiques à la fois très autoritaires et très inégalitaires, tant à l'échelon international que national. En revanche, dans une perspective égalitaire, elle renouvelle le contenu des solidarités entre le Nord et le Sud, le local et le global, les générations présentes et futurs. Devenant alors partie intégrante du combat autogestionnaire, démocratique, internationaliste, elle en enrichit le contenu tant l'exigence de transparence apparaît vitale et subversive face à la politique d'opacité appliquée par ces pouvoirs nucléaires, agro-alimentaires ou biogénétiques qui décident de notre avenir en dehors de tout contrôle citoyen. Mais l'écologie nous conduit aussi à redéfinir les contours de ce combat, notamment en ce qui concerne les rapports entre droits et responsabilités ou entre les divers niveaux territoriaux où s'exerce la démocratie.

* **Quelle planification ?** Pour répondre aux besoins humains, une planification socialiste doit dorénavant tenir compte des contraintes écologiques et donc introduire tout un éventail de considérants nouveaux (évaluation des flux d'énergie et des ponctions opérées sur les autres ressources naturelles, quantité et traitement des rejets, préservation de nombreux cycles naturels et des écosystèmes, correction des dangereuses évolutions induites dans la biosphères...), et ce à tous les niveaux : économies locales, politiques industrielles, échanges internationaux...

Comment réduire la prédation humaine sur la biosphère, tout en satisfaisant mieux les besoins ? Moins que jamais, l'objectif de la planification ne peut se mesurer à l'aune de la « croissance des forces productives », avec l'égalité sociale en plus. (33) L'écologie contribue ainsi à rappeler la place du politique, de la conscience. Avec le stalinisme, nous savons d'expérience que la planification (en l'occurrence bureaucratique) et l'anticapitalisme ne sont pas nécessairement égalitaires, écologiques et féministes. Même une planification visant effectivement à la réduction des inégalités sociales ne serait pas nécessairement écologique : les deux objectifs ne correspondent pas spontanément. Le recours à diverses méthodes de planification permet de les combiner, mais uniquement si les objectifs poursuivis sont consciemment assumés. (34)

* **Quelle révolution ?** On ne modifiera pas radicalement le fonctionnement de nos sociétés sans briser la domination du mode de production capitaliste. Mais l'écologie vient à son tour rappeler qu'une révolution est une transformation générale de tous les rapports sociaux et pas seulement des rapports de classe dans la production : un processus révolutionnaire tient plus de la convergence de luttes engagées sur des terrains divers et possédant chacune sa légitimité propre, que d'un simple mouvement d'extension du combat « purement » prolétarien.

* **Quelle histoire ?** L'écologie porte aujourd'hui le coup de grâce à toutes les conceptions unilinéaires de l'histoire (et donc de la marche au progrès). Les modifications de l'environnement

sont rarement intégralement réversibles et s'avèrent même parfois irréversibles ; elles modifient les contraintes façonnant l'histoire humaine et ses « possibles ». D'une certaine façon, il en va de même de l'évolution démographique qui, sans être cause première, n'en est pas moins un facteur conditionnant l'éventail de nos « possibles ». (35) Nous seront bientôt quelque 8 ou 10 milliards. Bons nombres de problèmes se poseront alors, pour le meilleur ou pour le pire, dans des termes différents de l'époque encore récente ou nous n'étions que 3 milliards.

L'histoire humaine apparaît ainsi comme « ouverte », faite de « carrefours historiques » à l'issue desquels certains possibles deviennent réalités ou préservent leur existence virtuelle, alors que d'autres, faute d'avoir été réalisés, disparaissent. Moins que jamais, la notion de société de transition n'apparaît donc comme nécessairement orientée vers le but poursuivi. Dans d'indéfinissables limites tracées par les conditions objectives, la réalisation d'un possible donné dépend alors de l'imprévisible résultat des luttes.

*** Quel marxisme ?** Sur le plan théorique, à quoi s'attache donc ce marxisme à même d'intégrer le questionnement écologique ? Tout d'abord à percevoir les « contradictions motrices » (36) ; c'est-à-dire, vu son projet politique, les contradictions qui font que les sociétés se transforment : polarisations de classe, mais aussi oppression de sexe - ou de « genre » -, dominations et, bien entendu, rapports sociétés humaines/nature... On se trouve ici également éloigné du désastreux « réductionnisme de classe » que de son impotente image inversée, le postmodernisme. Aucune « contradiction motrice » n'est réductible aux autres, chacune répond à ses propres données, est le produit de sa propre histoire. Mais toutes, aussi, opèrent au sein d'un mode de production et de rapports de pouvoirs dominants qui les instrumentalisent et font qu'elles s'entrelacent. Leur interdépendance n'est pas imaginée. Inscrite dans les réalités sociales, elle est lisible, pour peu que l'on admette que le capitalisme fonctionne comme un système global de domination utilisant et combinant processus d'exploitation et d'oppressions.

C'est évidemment une chose que de prendre note des évolutions conceptuelles en cours, et une autre que d'en saisir toutes les implications ! Chaque réponse novatrice débouche sur de nouveaux points d'interrogations. Certes, le questionnement écologique n'est pas seul à secouer les marxismes ; il participe d'une vaste entreprise d'enrichissement et de mises à jour, de réévaluations et de clarifications. Mais il introduit une problématique très originale, en un domaine où le retard accumulé est particulièrement criant : peu nombreux sont les marxistes (et plus généralement les théoriciens du social) qui ont pensé les rapports sociétés/nature. Nous n'en sommes encore qu'au début.

L'actualité de la référence écosocialiste

OPTIMISME.

Après avoir passé en revue tant d'obstacles et difficultés, terminons sur une note d'optimisme. En effet :

1. L'exigence de radicalité, si nécessaire à la rencontre des problématiques socialistes et écologistes, retrouve des racines vivantes et nourricières avec le développement des mouvements sociaux résistant aux logiques néolibérales. Par la force des choses - l'interaction des crises sociales et environnementales -, et même s'il reste très imparfaitement défini, le thème de l'écosocialisme redevient ainsi d'actualité. (37)

2. Une accumulation réelle de connaissances, plus ou moins théorisées, s'est d'ores et déjà réalisée. Les « écolomarxistes » peuvent d'autant plus rapidement aller de l'avant qu'ils piocheront, sans fausse honte, dans les travaux des écologistes non-marxistes, tant dans le domaine fondamental

des rapports à la biosphère que sur de nombreux terrains plus précis (transports, énergie...), tout en offrant leurs propres contributions théoriques et politiques.

3. Depuis la rupture introduite par novembre-décembre 1995 (avec l'affirmation collective d'un refus de la société néolibérale), l'expérience répétée des mouvements sociaux et des combats de solidarité a débouché sur **une perception globale** de l'offensive tous azimuts menée sous le drapeau de la mondialisation, comme en témoigne la nature et la rapidité de la réaction une fois que le récent scandale de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) a éclaté. (38) Cette perception globale permet d'intégrer (par exemple autour d'une conception revisitée du service public) les données écologiques, alors que l'expérience des mouvements sociaux alimente la réflexion sur les alternatives et fonde leur légitimité présente. (39) Le combat contre les exclusions et la précarité contribue à renouveler la notion de droits d'une façon qui aide à combiner le social à l'environnemental (par exemple la question de l'accès à des ressources vitales comme l'eau et l'énergie). Le tout débouchant sur des choix de société posant le problème général du mode de développement.

4. Traditionnellement, l'écologie populaire est surtout venue du Sud, comme du Brésil, de la Malaisie ou d'Inde. (40) Mais, à sa façon, ce projet est **aussi porté en France** depuis assez longtemps par la Confédération paysanne qui défend un programme d'ensemble liant emploi, maintien d'un tissu social et des services publics dans le monde rural, qualité alimentaire de la production et santé des populations, protection de l'environnement, dimension européenne et solidarité internationale Nord-Sud. Bien que très en retard par rapport à leurs homologues de pays comme l'Espagne, des composantes du mouvement syndical français commencent à bouger en ce domaine : Sud-PTT participe à l'action permanente menée sur la pollution atmosphérique dans la région parisienne, des agents et syndicalistes EDF-EGF appartenant à la CGT, la CFDT, FO Sud-Energie et CNT ont lancé un appel commun contre la « pensée unique » pronucléaire dans leurs entreprises, etc. (41)

Evolution favorable des consciences, éléments de clarification théorique, expérience enrichissante des mouvements sociaux, refondation de programmes alternatifs, émergence du débat au sein même du mouvement syndical... Si le chemin à suivre reste long et difficile, bien des conditions sont aujourd'hui réunies pour faire un pas en avant dans l'intégration de l'écologique et du social, dans l'affirmation d'une écologie populaire et radicale - pour peu du moins que la nécessaire volonté politique se manifeste. Et aussi que se multiplient les canaux permettant l'échange, la réflexion et l'expérience collectives ; une mise en commun indispensable, mais bien difficile à assurer concrètement. On touche probablement là à l'un des principaux obstacles pratiques auxquels nous sommes confrontés. Ecologie et politique peut-elle contribuer activement à le surmonter ?

Pierre Rousset

(1) Jean Paul Deléage, « Editorial », *Ecologie et politique* n° 15, automne 1995.

(2) J. Stan Rowe, « From Reductionism to Holism in Ecology and Deep Ecology », *The Ecologist* vol. 27, n° 4, juillet-août 1997.

(3) Depuis 1991, Nicolas Hildyard était co-responsable de cette revue avec Edward « Teddy » Goldsmith. Le départ de Hildyard et de son équipe est annoncé dans ce même numéro de *The Ecologist* dont la rédaction en chef est de nouveau directement assumée par Teddy Goldsmith.

(4) Lester Brown et al., *l'Etat de la planète* 1996 et 1997, Economica, Paris 1996 et 1997, respectivement p. XII et p. XIII.

(5) Entretien avec José Augusto Padua, « La force de l'écologisme populaire », Page deux, janvier-février 1997 (entretien réalisé en 1996, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la naissance du mouvement écologiste au Brésil). Historien, membre du conseil international de la revue *Ecologia politica*, Voir aussi Joan Martinez Alier, « Après Rio, l'écologisme des pauvres », *Ecologie politique* n° 6, printemps 1993.

(6) Voir par exemple James O'Connor, « Un développement soutenable du capitalisme est-il possible ? », *Ecologie politique* n° 1, hiver 1991-1992.

(7) Je me contente ici des références « autoproclamées » et ne soulève pas la question de savoir qui peut authentiquement se réclamer du marxisme - ou de l'écologie.

(8) Voir, pour un exemple éclairant, Line Nyhagen Predelli, « Le conflit idéologique au sein du groupe écologiste Earth First ! », *Ecologie et politique* n° 18/19, hiver 1996. Voir aussi Murray Bookchin et Dave Foreman, *Quelle écologie radicale ? Ecologie sociale et écologie profonde en débat*, Ateliers de création libertaire-Silence, Lyon 1994 (traduction d'un débat organisé aux Etats-Unis entre le libertaire Murray Bookchin et le fondateur d'Earth First ! Dave Forman).

(9) A ce sujet, *Ecologie et politique* a publié dans son numéro 20 (printemps 1997) un dossier traitant de l'institutionnalisation des ONG.

(10) Cette dynamique de convergence s'est notamment exprimée en France lors du contre-G7 de juin 1996 animé par les Autres voix de la planète. Voir Pierre Rousset, « Un contre-G7 pas comme les autres » ? *Ecologie et politique* n°20, hiver 1997.

(11) Voir Daniel Bensaïd, *Le Pari mélancolique. Métamorphoses de la politique, politique des métamorphoses*, (première partie), Fayard, Paris 1997.

(12) OMC : Organisation mondiale du commerce. BM : Banque mondiale. FMI : Fonds monétaire international.

(13) Voir par exemple Gary Gardner, « Préserver les terres cultivables dans le monde », *L'état de la planète 1997*, op. cité p. 64 : « Les marchés sont souvent efficaces pour l'allocation de ressources rares, mais ils ne sont pas parfaits. En premier lieu, ils s'intéressent principalement au court terme, alors que les besoins de la société et de l'environnement exigent souvent une vision de long terme (...). De plus, les marchés ne répondent qu'aux besoins de ceux qui ont de l'argent (...). Comme les marchés sont lents à reconnaître les dangers de la dégradation des sols ou les besoins alimentaires de l'avenir, et comme les pauvres n'y participent pas, ils ne sont pas de bons indicateurs de la nécessité de préserver la terre et l'agriculture. »

(14) Ignacy Sachs, *L'écodéveloppement. Stratégies pour le XXI^e siècle*, nouvelle édition, Alternatives économique-Syros, Paris 1997. Citations pages 37-38, 76, 87.

(15) Ignacy Sachs, « Quelles régulations pour un développement durables », *Ecologie et politique* n° 15, automne 1995 : « Une fois les extrêmes écartés [l'économie pure de marché et l'économie de commande du « socialisme réel »], nous nous retrouvons tous dans les différents modèles d'économie mixte. » Mais comment s'articulent les différents modes de régulation ? (Sachs mentionne ici le privé à but lucratif, le privé à but non lucratif et toutes les formes de l'économie sociale, du monde associatif aux coopératives et mutuelles, mais il ne traite pas, cette fois, de la planification). Dans quel ensemble s'intègrent-ils ? Si le mode de production capitaliste est encore dominant, comment empêcher que la logique du profit n'impose finalement sa loi ? Il ne suffit pas de vouloir prendre en compte différentes régulations, il faut encore le pouvoir : on retrouve ici la

question des polarisations sociales, des structures économiques profondes, de l'Etat, de l'idéologie... Cela fait maintenant des années que les marxistes aussi discutent des modes de régulation *dans une société de transition*, de l'économie mixte, du recours aux prix, de l'articulation possible entre plan et marché, du rapport entre politique, démocratie et économie. Mais comment mener ce débat, très ouvert, sans traiter des modes de production ?

(16) Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie-Ecologie-Economie*, présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, nouvelle édition, Sang de la terre, Paris 1995. Citations pages 31, 81.

(17) Notant que le concept d'entropie est complexe, Georgescu-Roegen en donne une définition simplifiée : « *un indice de la quantité d'énergie inutilisable contenue dans un système thermodynamique donné à un moment donné de son évolution* » (p.81). Or, explique-t-il, toute production humaine fait globalement augmenter cet indice en transformant de l'énergie utilisable en énergie inutilisable. Il en tire deux conclusions qui s'opposent aux conceptions dominantes : l'économie doit être pensée dans ses rapports à la biosphère, la question des limites tendancielle ne se réduit pas au domaine des ressources énergétiques mais s'étend à l'utilisation de la matière en général - et se pose quelque soit le chiffre de la population mondiale. Il faut engager une « décroissance » des ponctions opérées sur les ressources naturelles d'une part, et des rejets artificiels dans la biosphère d'autre part.

(18) Alain Lipietz, *Vert espérance. L'avenir de l'écologie politique*, La Découverte, « essais », Paris 1993. Citations pages 7, 10, 31, 38, 41, 48, 140.

(20) On ne trouve, par exemple, pas de réponse à ces questions dans *Le livre des Verts. Dictionnaire de l'écologie politique*, Editions du Félin, Paris 1994. Ce dictionnaire politique ne contient pas même d'entrée pour des notions comme capitalisme, impérialisme, classe sociale et mode de production, ou des concepts équivalents.

(21) Chez Lipietz, est « écologiste » ce qui est bien, juste, esthétique, intelligent et souhaitable. Encore une fois, il n'offre pas une définition, mais énonce un simple postulat. Voilà qui est un peu court pour fonder un paradigme.

(22) Hervé Le Bras, *les Limites de la planète. Mythes de la nature et de la population*, Flammarion, Paris 1994. Citation page 10.

(23) Le Bras aborde ici une question essentielle tant il est vrai que de nombreux auteurs - écologistes ou non - font de la démographie l'origine première des crises contemporaines. Cependant, les explications « monocausales » sont généralement incapables de rendre compte des événements historiques et si une rapide croissance démographique peut contribuer à aiguïser des contradictions socio-politiques, elle n'en est par pour autant l'origine (voir, pour un éclairage très résumé des effets d'une croissance trop rapide, Jean-Paul Deléage, « Croissance démographique et développement. A propos de quelques ouvrages récents », *Ecologie politique* n° 13, printemps 1995).

En une triste caricature, certains n'ont pas hésité à présenter la crise rwandaise comme un « ajustement écologique » dû à la surpopulation. Dans les colonnes de *Greenpeace magazine* (« Rwanda. La trop forte croissance démographique », hiver 1994, p. 27) Michel Loriaux se demande si cette « explication » ne va pas plus au fond des choses que les arguments « politiques ». Mais pourquoi donc un tel « ajustement brutal » devait-il prendre la forme d'un génocide antiTutsi ? Qu'en est-il de l'histoire particulière d'un régime dictatorial désireux de se doter d'une base ethnique ? Des conséquences des diktats du FMI et de l'ouverture forcée des marchés à la

concurrence des multinationales occidentales ? Des luttes d'influences entre puissances et de la géopolitique régionale ? Des alliances délétères et mafieuses nouées par les réseaux de la FrançAfrique, y compris ceux de la famille Mitterrand ? Et j'en passe. Décidément, ils sont nombreux les intérêts établis qui souhaitent que la crise rwandaise soit ramenée à un simple phénomène naturel, l'ajustement démographique-écologique.

(24) Ce dernier point façonne jusqu'à sa perception démographique. Il ne reconnaît que l'existence de populations régionales, mais juge par trop abstraite la notion de « population mondiale ». Le marché mondial n'a-t-il pas suffisamment créé de liens d'interdépendance pour que l'on puisse aujourd'hui considérer que la population mondiale est devenu un facteur dont il faut tenir compte ?

(25) Pour répondre à la crise écologique, comme pour répondre à la crise sociale, il faut en effet rompre avec la logique dominante, celle du traité de Maastricht-Amsterdam comme celles de l'OMC ou du FMI.

(26) Combien de manuels scolaires et d'instituteurs de gauche n'ont-ils pas, récemment encore, classé les animaux en « nuisibles », « utiles » et « autres » ? Les premiers, gênant ou faisant concurrence à l'homme, doivent être tués. Les second, souvent, se mangent et pour cela doivent être tués. Indifférents, les troisième, peuvent être tués ne serait-ce que pour passer le temps... Difficile d'entretenir un rapport plus instrumental à la gens animale ! Ayant eu la chance d'avoir deux parents de gauche - l'un, le père, français et l'autre, la mère britannique -, j'ai pu percevoir ce qu'une éducation ouverte à la nature apporte en plus. Bien entendu, la culture française toute entière, et pas seulement de gauche, est ici en cause. On ne discutera pas ici de ce qui a pu, à l'origine, la modeler, de ce catholicisme romain propre au pays latins aux conceptions machinistes de la vie ou au cartésianisme. Notons cependant que l'actuelle particularité française, en ce domaine, se comprend mieux si l'on tient compte du poids exceptionnel des lobbies économiques anti-écologiques : dans aucun autre pays européens ils ne sont aussi complètement représentés qu'en France, du nucléaire à l'agro-industrie, de la gestion de l'eau au BTP, de l'automobile à la chimie...

(27) Une perception romantique de la nature peut nourrir des courants politiques réactionnaires et passéistes. Et alors ? Les guerres coloniales menées par la social-démocratie se sont parées de prétentions civilisatrices et aujourd'hui encore, le drapeau humanitaire couvre de sanglantes politiques impérialistes. Il est entendu qu'aucune de ces références n'est « pure ».

(28) Parmi ce qui reste des organisations « classiques » de l'extrême gauche et après l'AREV, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) est celle qui a le plus fait sienne la dimension écologique. Elle a intégré à son programme la critique du productivisme (voir *A la gauche du possible. Pour un projet socialiste, autogestionnaire, écologiste et féministe. Ce que propose la Ligue communiste révolutionnaire*, La Brèche 1991). Son hebdomadaire, *Rouge*, traite systématiquement de ces questions. Elle participe à toutes les campagnes nationales (par exemple, antinucléaires), à la plupart des campagnes régionales (type Grand Canal ou Le Carnet) et à bon nombre d'actions locales. Dans les mouvements sociaux, elle a contribué en plus d'une occasion à la rencontre du social et de l'écologique. Et pourtant, son comité central peut encore mener une discussion au fond sur les tâches présentes en « oubliant » largement l'écologie. En cela, la dimension écologique s'avère encore une « pièce rapportée », un chapitre rajouté, alors qu'elle devrait, au même titre que la dimension sociale, être intégrée à l'ensemble du travail d'élaboration, irriguer la réflexion politique toute entière et enrichir/conditionner l'intervention multisectorielle de l'organisation.

(29) Voir à ce sujet, Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif. Grandeurs et misères d'une aventure critique (XIX°-XX° siècles)*, Fayard, Paris 1995. Le dernier chapitre, « Les tourments de la matière », traite directement de l'écologie. Notons, par exemple, que l'auteur intègre la position de Georgescu-

Roegen contre l'utilisation en économie du modèle mécaniste et « clos » (p.387). Mais ce chapitre final ne doit pas être lu indépendamment du reste de l'ouvrage, tant l'analyse de cette dimension particulière s'intègre à un travail beaucoup plus général de relecture critique de l'œuvre de Marx. Voir aussi les contributions réunies dans « L'écologie, ce matérialisme historique », *Actuel Marx* n° 12, deuxième semestre 1992, Presses universitaires de France, ainsi que les articles de Tiziano Baragolo, « Marxisme et écologie », *Quatrième internationale*, août-octobre 1989 et « Encore sur marxisme et écologie », *Quatrième internationale*, mai-juillet 1992.

(30) « Après avoir disséqué le problème de l'exploitation de la force de travail, les marxistes se doivent de réfléchir à celui de la destruction de la nature, de cette nature qui reste le gage matériel de l'avenir de notre espèce. Conjuguer les deux problématiques constitue leur tâche la plus urgente. Les mots économie et écologie n'ont-ils pas la même racine, oikos, la maison, notre maison, la planète terre ? », Jean-Paul Deléage et Daniel Hémerly, « L'écologie, critique de l'économie », *L'Homme et la société* n° 91-92, « Le rapport à la nature », 1989/1-2, L'Harmattan, p. 84-85. Abordant la question sous un angle plus économique, Stuart Rosewarne note qu'il faut « une évaluation de la production et de la durabilité des moyens de notre existence matérielle beaucoup plus critique qu'elle ne l'a été jusqu'alors dans le marxisme. Cela exige un traitement plus écologique de la production, qui considère sérieusement, développe de manière beaucoup plus complète et place au cœur de la compréhension que nous avons de notre place dans le monde le traitement discursif de Marx du métabolisme entre l'homme et la nature », « A propos de Ecological Economics », *Ecologie et politique* n° 15, automne 1995.

(31) Ce travail de mise à jour et de réflexion s'exprime notamment dans les trois derniers ouvrages de Daniel Bensaïd, dont ceux déjà cités, *Marx l'intempestif*, de facture plus philosophique et *Le pari mélancolique*, de facture plus politique, ainsi que *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Les Editions de la Passion, Paris 1995, de facture plus théorique. Appartenant au même courant politique que Bensaïd, je suis bien placé pour savoir qu'il ne se contente pas de défendre une tradition marxiste révolutionnaire antimécaniste : il introduit des notions, comme celle d'histoire ouverte sur laquelle nous reviendrons, qui implique une problématique politique bien différente de celle qui était la nôtre il y a 30 ans, pour ne pas parler de celle de la génération militante précédente.

(32) Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique*, Grasset et Fasquelle, Paris 1992.

(33) « Ce n'est plus le développement des forces productives qu'il faut libérer des rapports de production conservateurs et ériger en raison de l'histoire, ce sont les rapports sociaux socialistes (...) qu'il faut libérer de la logique de l'accumulation et de la croissance sans fin des forces productives », Jean-Paul Deléage, « Le rapport des sociétés à la nature : une question de vie ou de mort », introduction à « Le rapport à la Nature », *L'Homme et la société* n° 91/92, op. cité p. 11. La notion même de force productive (chez Marx et pour les marxistes) est par ailleurs l'objet de nombreux débats.

(34) Autant il est important de souligner qu'il n'y a aucune automaticité « postcapitaliste » dans la marche à une économie écologique, autant il est faut de rejeter d'un même mouvement les conceptions économiques dominantes et le marxisme en ce domaine. La théorie économique dominante (bourgeoise) se veut « close ». S'avérant même incapable d'intégrer le social, on voit mal comment elle pourrait s'ouvrir aux rapports à la nature (l'intéressant dossier publié par *Le Monde* du 16 septembre en cahier « Economie » montre une nouvelle fois cette extrême rigidité, cette pauvreté conceptuelle). On peut dire que le productivisme est un caractère inné du capitalisme (la « production pour la production »). En revanche, productivisme ou antiproduktivisme sont des caractères acquis dans une société de transition. Et le marxisme ayant brisé la tour d'ivoire de la théorie économique en y réintégrant histoire, polarisations sociales et rapports de pouvoirs, on voit

mal pourquoi il ne pourrait en aucun cas tenir compte des échanges production-biosphère...

(35) Il n'est, par exemple, pas concevable que la Chine suive, avec son milliard deux d'habitants, la même voie de développement que l'Europe où l'industrialisation est allée de pair avec un exode rural massif.

(36) J'ai emprunté la formule à l'historienne et féministe marxiste américaine, Stéphanie Coontz.

(37) Jean-Paul Deléage a noté cette réactualisation en une tribune du *Monde* reproduite dans *Ecologie et politique* n° 20, hiver 1997.

(38) Voir notamment la composition du meeting à la Bourse du travail, le 17 février dernier et le dossier publié dans *Rouge* du 19 février 1998.

(39) Pierre Rousset, « Intégrer combats écologique et social », *Les Autres Voix de la planète* n° 9.

(40) Voir par exemple, côté asiatique, Anil Agarwal et autres, « Déclaration pour des droits écologiques universels », *Ecologie politique* n° 2, printemps 1992.

(41) « Une autre voix pour EDF-GDF, des agents et des syndicalistes d'EDF-GDF s'expriment sur le nucléaire », appel signé par quelque deux cents membres du personnel.